

DÉFENDONS NOS DROITS CONTRE LEURS PRIVILEGES

Les résultats du premier tour de la présidentielle nous conduisent à voir s'affronter un tenant du libéralisme le plus décomplexé à la candidate d'une extrême droite qui met au cœur de son projet le racisme et la préférence nationale.

DE « MON ENNEMI LA FINANCE » A L'AMI DE LA FINANCE

Emmanuel Macron n'est en rien l'incarnation d'un renouveau de la politique. De François Bayrou à Manuel Valls, d'Alain Madelin à Laurence Parisot, sa candidature est le réceptacle de tous les promoteurs du libéralisme de ces dernières décennies. Or, ce sont ces politiques qui conduisent à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, à la désespérance sociale et in fine à la montée du Front national dans ce pays. Ce candidat zélé du libre-échange, ce défenseur de l'ubérisation de notre société et de la destruction définitive du code du travail, par les politiques qu'il veut mener, ne sera en rien un obstacle à la montée des idées de l'extrême droite dans les années à venir.

Il a décrété que la réglementation bancaire doit être allégée, que la taxe sur les transactions financières n'est pas une priorité, et que l'ISF ne doit pas être payé par les actionnaires car ceux-ci financent les entreprises. Son projet est de renforcer le contrôle des chômeur·euse·s, de défaire notre système de protection sociale et de renforcer les bases du système productiviste fondé sur la surexploitation du travail et de la nature.



PAS UN TRUMP, UN ORBAN OU UN ERDOGAN EN FRANCE !

Marine Le Pen est porteuse d'un autre héritage, celui de Vichy et de l'OAS, porteuse d'un racisme décomplexé à l'égard des étranger·e·s et des musulman·e·s, dont le projet est de s'attaquer à nos libertés publiques, à nos mouvements, associations, syndicats.



La victoire de Marine Le Pen aurait donc des effets désastreux pour toute perspective émancipatrice et toute dynamique progressiste. Tout d'abord, elle serait un stimulant très puissant pour les fractions les plus réactionnaires au sein de notre société.

Altermondialistes, nous savons combien l'accession au pouvoir d'un Trump ou d'un Orban a changé la donne pour les mouvements amis dans ces pays. La possible élection de Marine Le Pen serait un danger vital pour les libertés publiques et pour les mouvements sociaux. Elle ne serait en rien un coup d'arrêt au capitalisme financier et à sa violence.

**Marine Le Pen créerait la
pire des situations.**



attac

Illustration: APO

SOYONS LE FER DE LANCE DES LUTTES CONTRE LES MESURES ANTI-SOCIALES ANTI-ÉCOLOGIQUES DU PROCHAIN GOUVERNEMENT

Il n'y aura pas de changement majeur de politique sans bouleversement des rapports de force actuels et sans renversement des intérêts dominants, dont Emmanuel Macron est le représentant. La défaite de Manuel Valls aux primaires socialistes en janvier, le succès de la campagne de Jean-Luc Mélenchon qui atteint un score historique pour la gauche anti-libérale, sont les signes d'un rejet du néolibéralisme et porteurs d'espoir pour asseoir de nouveaux rapports de force.

Il n'y aura pas de changement majeur de politique sans une amplification des luttes sociales, démocratiques, féministes, antiracistes et écologiques.

Des dynamiques positives existent dans notre société. Nous devons rendre visibles ces résistances et ces alternatives, par des actions citoyennes, la désobéissance civile et en favorisant les convergences.

Dès aujourd'hui et dès le lendemain du second tour, nous participons et participerons aux mobilisations sociales face au nouvel ordre établi, aux multinationales et à la finance :

- en faisant la démonstration qu'il est possible et urgent de créer un million d'emplois pour le climat afin de relever les défis de la transition écologique tout en s'attaquant au chômage ;
- en montrant qu'on peut récupérer 200 milliards d'euros par an (en luttant contre l'évasion fiscale, en instaurant une taxation des transactions financières, en supprimant le CICE...) afin de financer les urgences sociales et écologiques ;
- en poursuivant et en amplifiant nos actions partout en France pour que des multinationales comme Apple, BNP Paribas, Ikea, Engie, McDonald's, Société générale, Starbucks, Total ou Zara rendent l'argent qu'elles ont détourné et qu'elles payent leur juste part d'impôts dans les pays où elles exercent leurs activités.



attac



N'attendez pas 5 ans de plus, passez à l'Attac

Nous ne sommes pas condamné·e·s à subir les ravages de cette mondialisation et le cynisme des élites. Fondée en 1998 et présente dans plus de quarante pays, Attac est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale et conteste radicalement le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Attac mène des actions pour favoriser le développement d'alternatives et pour mettre sous contrôle citoyen les banques et multinationales prédatrices.